

LA MOBILISATION POPULAIRE, ARME CONTRE LA MISÈRE

*Entretien avec Wilnes Tilus **

En Haïti, pays le plus pauvre du continent (1), Caritas fait la promotion des organisations de base.

Economie et Humanisme : *La principale orientation du plan stratégique 2002-2006 de Caritas Haïti est la promotion des organisations de base. Comment en êtes-vous arrivés à cette démarche ?*

Wilnes Tilus : Cette orientation n'est pas complètement nouvelle, elle est une adaptation des expériences, tant de Caritas que d'autres structures d'appui aux plus démunis, comme le centre DCCCH à Laborde (2) ou l'association Fonhsud (3). Depuis sa création en 1975, Caritas Haïti a connu des pratiques diverses. À certaines périodes, l'accent a été mis sur l'organisation des communautés en vue d'une prise de conscience politique des citoyens et citoyennes, mais à d'autres moments Caritas a été très « assistentialiste ». Elle est d'ailleurs souvent perçue encore comme une structure de charité. Le plan stratégique porté par l'ensemble du réseau Caritas en Haïti (4) traduit une volonté de redéfinir notre mission auprès des plus pauvres en partant du principe que l'assistance ne conduit pas nécessairement au développement. Nous continuons à faire de l'assistance dans des cas d'urgence, d'inondations par exemple, mais notre priorité est d'abord le développement. Notre action est donc axée désormais sur la promotion des organisations de base. De plus, l'expérience a prouvé que les ONG ont souvent échoué en Haïti parce qu'elles viennent avec du « prêt-à-porter » ; leurs projets se révèlent rapidement inadaptés. Si la personne concernée n'est pas maîtresse de ce qui se met en place, le projet échoue.

E&H : *Est-ce que cette volonté d'inciter les citoyens à s'organiser s'inspire du mouvement qui a émergé dans les années 1980 en Haïti avec les Communautés ecclésiales de base et les groupements paysans, mouvement qui a fait chuter la dictature de Jean-Claude Duvalier et a amené au pouvoir Jean-Bertrand Aristide ?*

Une dynamique portée par tous

W. T. : La démarche de Caritas s'inscrit un peu dans cette lignée, mais elle a sa logique propre. Dans les années 1980, il y avait effectivement une effervescence des mouvements de base à l'intérieur de l'Église avec les Communautés ecclésiales de base,

** Prêtre, fondateur de l'association Fonhsud et directeur actuel de Caritas Haïti*

(1) Les infrastructures routières, par exemple, sont délabrées. Haïti est le pays à l'économie la plus ouverte du continent américain ; les produits locaux sont concurrencés par les importations américaines à faible coût qui cassent le marché local. L'éducation est en grande partie laissée à la gestion des congrégations religieuses.

(2) Wilnès Tilus a été directeur adjoint puis directeur du centre du DCCCH (Développement communautaire chrétien haïtien), centre fondé par le Père Ryo en 1964 pour venir en aide aux communautés paysannes de Laborde dans le sud du pays. Le Père Ryo s'était inspiré de la démarche du Père Lebret, afin d'allier foi et développement.

(3) Fonhsud (Fond haïtien d'appui au développement du Sud) est une association haïtienne née en 1995 qui accompagne, en particulier par du micro-crédit, des petites structures paysannes dans le sud d'Haïti.

(4) Caritas Haïti compte neuf bureaux diocésains et un bureau national.

dites *Ti Légliz* et, à l'intérieur de la paysannerie, avec les groupements paysans, le Mouvement Paysan Papaye dans le Plateau central ou le mouvement *Tèt Kole* dans le Nord Ouest par exemple. Mais cette effervescence était très politisée. La logique était de s'organiser pour conquérir le pouvoir et, une fois au pouvoir, de changer la société et faire en sorte que l'État soit au service de la population. Le peuple a réussi à renverser le régime duvaliériste et à porter le mouvement Lavalas à la tête du pays, mais il s'est vite rendu compte que son chef n'était qu'un simple porte-parole qui, une fois élu, se préoccupait beaucoup plus de ses intérêts que de ceux de la population. Il manquait une dynamique interne portée et partagée par tous. Il fallait non seulement des techniciens au pouvoir, mais aussi des leaders naturels ayant des visions nationales de développement.

Dès lors, ce qui paraît important, c'est d'organiser les gens à partir d'axes stratégiques propres, non pas pour conquérir le pouvoir politique, mais pour acquérir le pouvoir socio-économique qui peut jouer un rôle face au pouvoir politique. Il s'agit de politique, mais d'une politique différente, à partir de l'intérêt même des gens.

E&H : *Comment se traduit dans les faits cette orientation ?*

W. T. : Tous nos programmes (5) visent à ce que les personnes concernées s'organisent. Dans un pays où 65 % de la population vit à la campagne, c'est dans le secteur de l'agriculture que l'action organisée est la plus développée. Outre le soutien à la structuration de groupes de planteurs ou de groupes de protection de l'environnement, l'accès à l'eau est un axe majeur de notre action. Dans la région du Plateau central, Caritas a souhaité, par exemple, améliorer le système d'irrigation pour remédier au gaspillage de l'eau. Un comité de gestion du système a été mis en place ainsi qu'un règlement, discuté par l'ensemble des utilisateurs. Celui-ci définit les parcelles à arroser et les horaires d'arrosage ainsi que la contribution financière de chacun. Les taxes perçues doivent servir à financer l'entretien et l'amélioration du système, le but visé étant qu'à terme les paysans n'aient plus besoin de recourir à Caritas pour financer ces interventions techniques. Dans cet exemple, Caritas a eu pour rôle d'aider à structurer cette communauté paysanne d'environ 200 familles autour de l'utilisation du système d'irrigation (6). Ce modèle de gestion par le biais d'un comité des usagers est repris partout où l'État met en place un système d'irrigation aujourd'hui.

Caritas essaie de faire en sorte que les publics concernés s'organisent. Les comités locaux de protection civile sont des structures où se réunissent des membres des villages et des représentants des élus locaux pour faire ensemble de la prévention des risques. Par exemple, si un habitant du village est en train de construire une maison au bord d'une rivière, le rôle du comité est

(5) Programmes de renforcement institutionnel, d'agriculture, de santé, d'éducation ou de financement solidaire.

(6) Pour améliorer le système d'irrigation, Caritas s'est appuyée sur l'expérience menée par le DCCH auprès de 2000 familles à Laborde, où les habitants sont passés d'une à trois récoltes par an.



d'attirer l'attention sur les risques qu'il encourt, lui et ses proches, en cas d'inondation. Ces comités ont un rôle de conseil et ils permettent un dialogue constructif au sein de la commune.

Se sauver soi-même

E&H : Comment se passe la rencontre entre les intérêts des plus démunis et le pouvoir local et, au-delà, le pouvoir national ? Quels sont les obstacles à l'organisation de structures à la base ?

W. T. : Il y a d'abord un obstacle très local. Dans certains endroits, la situation de pénurie est telle que mobiliser les gens autour d'une dynamique de développement demande un investissement en profondeur. Il est difficile d'expliquer que Caritas n'est pas un sauveur mais que c'est à eux de se sauver eux-mêmes. Ensuite, nous ne parlons pas aux paysans de l'État national, ni même d'élections. Nous essayons de les amener à prendre conscience de la force qui est la leur lorsqu'ils sont organisés autour de leurs intérêts immédiats. D'ailleurs, si les gens ne sont pas déjà un peu organisés avant la mise en place d'un projet, nous n'intervenons pas. Au fur et à mesure, cette force pourra s'éveiller et se tourner vers d'autres intérêts plus globaux.

L'engagement des élus locaux est variable. Mais nous ne rencontrons pas nécessairement de difficulté à ce niveau-là. Certains sont très motivés : à l'évidence, leur participation au dialogue ne peut que les aider à mieux tenir leur rôle dans la localité. Ils sont donc partie prenante des comités de protection civile.

À un niveau plus global, le principal obstacle est qu'il n'existe pas de politique nationale de développement en Haïti. Des problèmes de fond mériteraient d'être gérés et ne le sont pas. Nous avons beau rencontrer de petites réussites au niveau local, nous restons handicapés par un cadre global stérilisant.

E&H : Comment ces structures de base peuvent-elles avoir une influence sur ce qui se décide actuellement pour l'avenir du pays ?

W. T. : Pour éviter de reproduire le système dominant, il faudrait initier un débat national au niveau des régions, des communes, dans lequel ces comités et organisations de base viennent dire comment ils envisagent l'avenir du pays. Au fur et à mesure, il faudrait définir des représentativités de ces structures au niveau local, puis au niveau national, pour finaliser et systématiser ce qui est ressorti du débat. En bref, partir de la base pour élaborer une politique de développement d'Haïti au niveau national.

Propos recueillis par
Catherine Guichard